

INSTRUCTION N° 15 bis

Concerne : Dérogation aux dispositions légales interdisant tout paiement en espèces ou par titre au porteur d'une somme en francs congolais égale ou supérieure à USD 10.000.-

La Banque Centrale du Congo, agissant conformément aux articles 6 et 31 de la Loi n° 005/2002 relative à sa constitution, son organisation et son fonctionnement ; à l'article 75 de la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 concernant l'activité et le contrôle des établissements de crédit et aux articles 5 alinéa 2 et 6 de la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, arrête les dispositions suivantes :

Article 1^{er} : Tout paiement en espèces ou par titre au porteur d'une somme en francs congolais ou autre globalement égale ou supérieure à 10.000 dollars américains est autorisé dans les conditions ci-après :

- lorsque le paiement est destiné à dénouer les opérations licites dans les zones non desservies par les établissements de crédit ;
- lorsque le paiement a fait l'objet d'un examen particulier de la part de l'établissement de crédit en tenant compte des obligations lui faites par la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Dans ce cas, l'établissement est tenu d'en informer la Cellule Nationale des Renseignements Financiers ;
- lorsque le paiement est effectué par la Banque Centrale du Congo pour compte du Trésor ou en faveur d'un établissement de crédit agréé après avoir accompli les diligences requises par la loi.

Article 2 : Cette dérogation concerne, jusqu'à nouvel ordre, le règlement en espèces, des transactions réalisées par les personnes aussi bien physiques que morales régulièrement établies dans les zones desservies ou non par les établissements de crédit et y opérant en toute légalité.

Article 3 : Toute transaction effectuée dans les conditions prévues à l'article 1, alinéa 1 de la présente instruction doit être constatée par un écrit.

Article 4 : La présente instruction entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 15 DEC. 2006

J-C. MASANGU MULONGO

INSTRUCTIONN ° 15a

Subject: Derogation legal provisions prohibiting any payment by cash or bearer of a sum equal Congolese francs or more than USD 10,000.-

The Central Bank of Congo, in accordance with Articles 6 and 31 of Law No. 005/2002 on the constitution, organization and functioning; in Article 75 of Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions and Articles 5 and 6 paragraph 2 of Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the fight against money laundering and financing of terrorism, adopt the following provisions:

Article

1: A payment by cash or bearer of a sum in Congolese francs or other generally equal to or greater than US \$ 10,000 is allowed under conditions below:

- when the payment is intended to unravel the lawful operations in unserved by credit institutions areas

- where payment has been the subject of special examination by the credit institution taking into account obligations to him by Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing. In this case, the institution is obliged to inform the National Financial Intelligence

Unit,- where payment is made by the Central Bank to the Treasury account of Congo or in favor of a credit institution after completing the procedures required by law2:.

Article This exemption applies until further notice, the cash settlement of transactions carried out by people both physical and moral regularly established in the areas served or not by the credit institutions there operating legally.

Article 3: Any transaction made in accordance with Article 1, paragraph 1 of this instruction must be evidenced in writing4:.

Article This Directive shall enter into force on the date of signature.

Done at Kinshasa, 15 December 2006

AD. MASANGU MULONGO